

MAJ : 20 mars.



Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,
Cher(e)s ami(e)s,

Historique est le premier adjectif qui me vient à l'esprit pour qualifier la victoire de nos propositions concrètes de terrain en tant qu'élu local de proximité aux soirs des dimanches 9 et 16 mars derniers.

Tout d'abord, je souhaite vivement remercier celles et ceux qui se sont fortement impliqués dans la campagne électorale et notamment les candidats. Cette campagne est restée digne et je m'en félicite pour notre démocratie. Quelles que soient nos différences, la politique doit être basée sur le respect de son adversaire politique.

Je salue également le président sortant, Monsieur **François SCHELLIER**, qui a présidé durant onze ans le Conseil général. Je veux ici rendre hommage à son action même si je pense que les conditions d'accompagnement des transferts de compétences et des nouvelles missions du département n'ont pas été suffisamment bien maîtrisées, les changements de la composition socio-économique de notre département insuffisamment pris en compte. Il restera aux yeux de l'histoire de notre département, un Président qui aura marqué la transformation de cette institution devenue une composante majeure dans la vie économique, sociale et culturelle du Val d'Oise. J'entends saluer sa conviction et sa chaleur car nous avons toujours entretenu des relations amicales par delà les divergences politiques.

Je salue les **nouveaux élu(e)s de la majorité** qui nous rejoignent pour la première fois ce jour et qui ont fait basculer la majorité de ce département défiant de nombreux pronostics :

Marie-Josée CAYZAC, Argenteuil-Est
Anita BERNIER, Corneilles-en-Parisis
Luc BROUSSY, Goussainville

Ainsi que Dominique LESPARRE pour le canton de Bezons, Jean-Pierre BARENTIN pour Taverny et Didier VAILLANT pour Villiers-le-Bel (deux élections gagnées après une période très difficile pour un maire). Je salue au passage Maurice BOSCAVERT, Bernard CALABUIG, Raymonde LE TEXIER et Guy MESSAGER qui ne se représentaient pas. Prendre cette décision a sans doute été pour eux une décision difficile que je salue et qui mérite notre respect.

Je salue également les **conseillers sortants** qui se sont fait réélire :

Jackie BRETON, l'Hautil
Dominique GILLOT, Cergy Sud

Mais également, dès le 1^{er} tour :

François SCHELLIER
Philippe SUEUR
Jean-Pierre ENJALBERT
Luc STREHAIANO
Guy PARIS

Au 2^{ème} tour :

Thierry SIBIEUDE
Robert DAVIOT
Lionel GEORGIN
Michel MONTALDO
Roland GUICHARD

MAJ : 20 mars.

Patrick DECOLIN

Gérard SEIMBILLE

Bien évidemment, je regrette que certaines candidates et certains candidats, qui auraient mérité d'être assis parmi nous ce matin, ne fassent qu'assister à cette première séance d'installation du nouveau Conseil général. Je pense à Thierry QUINQUETON pour le canton de Domont, à Dominique DELLANGNOL pour Ermont, à Joelle GABSI pour Garges-les-Gonnesse Ouest, à Valéry LARDERET pour l'Isle-Adam, à Michèle GRENEAU pour Luzarches, à Jean-François LEVEQUE pour Pontoise et à Agnès ROUCHETTE pour Cergy Nord.

J'ai également une pensée pour ceux qui ont été battus du 1^{er} tour :

Marie-Paule GEORGELIN pour le canton d'Enghien-les-Bains

Pierre VALERY pour Saint Gratien

Didier IMBERT pour Saint-Leu-la-Forêt

Mario SEEBOTH pour Soisy-sous-Montmorency

Roland CARDOT pour Vigny

Je salue enfin les deux nouveaux maires d'Argenteuil et de Montmorency dont la victoire a été fantastique : Philippe DOUCET et François DETTON.

Mais, plus globalement, au-delà des personnes rassemblées aujourd'hui, je souhaite m'adresser à toutes celles et à tous ceux qui ont voté pour qu'un réel changement s'opère dans ce département au-delà d'un simple changement d'étiquette politique.

Aussi, je remercie toutes les Valdoisiennes et tous les Valdoisiens qui se sont rendus dans les bureaux de vote durant les deux derniers week-ends et qui ont exprimé une aspiration à un vrai changement, à travers une politique d'environnement, du logement, d'éducation, d'accompagnement social envers les plus démunis plus ambitieuse pour notre département, prenant mieux en compte les spécificités de ces habitants.

Face à une société de défiance si souvent décriée qui se traduit, malheureusement, bien souvent par des **taux d'abstention** élevés en région parisienne et dans les quartiers les plus défavorisés, le fait de voter pour des femmes et des hommes de terrain traduit, en effet, un acte d'engagement que j'entends saluer et dont je me sens, déjà, redevable.

Le fait que les résultats aient été très serrés au soir du 2^{ème} tour (Argenteuil Est, Cergy Nord, Garges-les-Gonnesse Ouest) et que l'actuelle majorité soit acquise avec un très faible écart démontre l'intérêt de cet acte civique que représente le vote dans notre démocratie. On comprend mieux la raison pour laquelle chaque voix compte car chaque voix permet de concrétiser un espoir et d'orienter des politiques publiques de proximité.

Cet espoir d'un avenir meilleur pour nos concitoyens et nos enfants ne peut que saisir tout responsable politique. J'entends désormais tout mettre en œuvre pour que votre Conseil général soit ambitieux dans ses domaines de compétences confiées par la loi et pro-actif dans de nouveaux domaines d'actions de proximité, de nouveaux champs d'expérimentation, en étant plus attentif aux évolutions démographiques, socio-économiques du Val d'Oise, département le plus jeune d'Ile-de-France.

Voyez vous, ce qui est passionnant dans ce département, c'est qu'il constitue une « **mini-France** ». En effet, toutes les composantes de la société française y sont représentées : du village à la banlieue, de la très petite entreprise à l'aéroport international sur lequel je reviendrai dans un instant, des jeunes en nombre important aux personnes âgées qui rencontrent, un peu comme partout ailleurs sur notre territoire, des difficultés pour demeurer à domicile.

MAJ : 20 mars.

Les **priorités de notre mandature**, vous les connaissez, je les rappelle brièvement :

Faire du Val d'Oise le premier éco-département d'Ile-de-France :

C'est le premier engagement de la nouvelle majorité. C'est aussi une préoccupation de plus en plus prégnante pour nos concitoyens. Aussi, nous souhaitons entreprendre les mesures suivantes :

- Création d'un Conseil départemental du développement durable chargé de présenter des propositions concrètes dès la fin 2008 qui seront reprises dans le budget 2009 ;
- Promotion à tous les niveaux de la construction de bâtiments répondant aux normes de la Haute Qualité environnementale et de la Haute Performance énergétique plus respectueuses de l'environnement et du cadre de vie ;
- Travail plus étroit avec le Syndicat des transports d'Ile-de-France pour une meilleure adaptabilité de notre réseau de transports. Notre objectif est d'offrir une réelle alternative face aux transports individuels ;
- Action plus efficace contre les nuisances aériennes de l'aéroport de Roissy. Vous le savez, c'est pour moi un combat de longue haleine que je mène depuis de nombreuses années et sur lequel je me suis souvent exprimé en tant qu'ancien parlementaire ou membre du Conseil général.

Aussi, sur les dossiers de Roissy et des transports, je prendrai très rapidement des initiatives après avoir rencontré un certain nombre d'élus et de responsables.

- Et parce que, pour être crédible, « chacun doit savoir balayer devant sa propre porte », je veux qu'un diagnostic de l'ensemble du parc immobilier du département soit établi dans les plus brefs délais.

Des collèges répondant mieux aux besoins de la population :

L'école est un sujet récurrent du débat de société et difficile par excellence. En effet, nous avons tous été écoliers, nous avons tous nos propres idées sur les savoirs que l'école devrait enseigner, sur l'organisation des cycles qu'elle devrait mettre en place, sur la qualité du personnel d'éducation que j'entends saluer à cette occasion. Aussi, chacun, à un niveau ou à un autre, est un expert du système éducatif.

Les travaux de la sociologie de l'éducation démontrent l'importance de la famille, de la qualité et de la superficie du logement (disposer ou non d'une chambre seul pour étudier), du taux d'adhésion des familles à l'organisation du système éducatif. D'où la réussite parfois exemplaire des enfants issus de l'immigration dont certains parents ne parlent pas le Français à la maison.

Tous ces facteurs d'exclusion, je les connais bien en tant qu'élu de terrain à Sarcelles. Aussi, nous entendons les combattre au quotidien en :

- adaptant mieux l'organisation des collèges dans le cadre des travaux du Conseil départemental de l'éducation ;
- développant le soutien scolaire et les études surveillées ;
- développant les activités périscolaires, culturelles et sportives ;
- créant des places d'internat scolaire ;
- confortant l'installation des nouveaux enseignants sur le Val d'Oise. De nombreux rapports ont dénoncé que les nouveaux enseignants étaient affectés en premier dans des zones difficiles, là où les publics scolaires rencontrent le plus de difficultés alors que le ministère de l'éducation nationale devrait faire l'inverse : nommer les enseignants les plus aguerris dans les zones les plus difficiles.

A l'heure des nouvelles technologies de l'information et de la communication, qui ne sont d'ailleurs plus si nouvelles que cela, je souhaite instituer un cartable numérique pour chacun des collégiens. Il ne s'agit pas de la

MAJ : 20 mars.

énième proposition gadget. Mais, souvent, j'ai entendu certaines familles se plaindre du manque de moyens financiers pour régler un abonnement Internet. Je trouve profondément injuste de ne pas permettre à davantage de nos concitoyens d'accéder à la mine d'informations que représente Internet et d'accentuer, ainsi, la « fracture numérique ».

Enfin, suite au mouvement de grèves mardi dernier concernant la suppression de 11 200 postes dont 8 830 dans les collèges et les lycées publics et près de 80 000 suppressions d'ici à 2012 !

Je profite de cette occasion pour vous annoncer que je souhaite rencontrer, dans les tous prochains jours, l'inspectrice d'académie pour évoquer le dossier de la dotation globale horaire alors que de nombreuses écoles sont situées en zones d'éducation prioritaires et devraient voir, au contraire, leurs moyens en termes de taux d'encadrement renforcés.

Quelle drôle d'idée de parier sur l'avenir de notre pays, à savoir l'éducation de nos enfants, en baissant les moyens consacrés à l'éducation ! Là encore, tous les classements économiques internationaux démontrent l'importance des savoirs et des savoirs-faire transmis à l'école pour une croissance économique robuste.

Des logements plus accessibles pour le plus grand nombre :

Pas besoin d'être un expert du corps électoral pour comprendre que le logement constitue une préoccupation forte de nos concitoyens. A l'heure où la richesse de notre pays augmente, même faiblement et je m'en déssole pour mon pays, de plus en plus de concitoyens rencontrent de réelles difficultés pour se loger. Parfois, quand ils y réussissent, c'est dans des conditions de vétusté et de sécurité précaires.

Aujourd'hui, sur l'ensemble des communes du Val d'Oise, environ 30 000 demandes de logement sont sans réponse. Pour des raisons que je qualifierai d'idéologiques, la majorité sortante n'a pas souhaité participer à l'Etablissement public foncier créé par le Conseil régional d'Ile-de-France. C'est une décision absurde, en défaveur des intérêts de nos concitoyens. Pourquoi donc se priver de sources de financements supplémentaires permises par des financements croisés pour faire baisser la pression foncière et permettre à un plus grand nombre d'entre nous d'accéder à un logement décent ?

Dès les premiers jours, je prendrai l'attache du Conseil régional pour participer pleinement et activement à l'Etablissement public foncier.

Parallèlement à cela, je prendrai rapidement contact avec le Préfet du Val d'Oise et j'aborderai le dossier des expulsions de celles et ceux en retard de loyers. Mais pour moi, il ne s'agit pas d'offrir un passe-droit à certains vis-à-vis de ceux qui payent régulièrement leurs loyers. Mais comment qualifier cette société qui ne peut offrir à chacun, notamment aux plus démunis, un logement ?

Renforcer les solidarités envers les plus démunis :

Mes ami(e)s, à vous, je peux vous faire cette confidence. J'aime cette phrase inscrite dans notre programme : « La solidarité n'est pas un problème, un poids, une charge : c'est une partie de la solution ».

Vous le savez, de par mes activités professionnelles et mes activités d'élus local dans une banlieue fragile, je suis sensible aux difficultés que rencontrent certains de nos concitoyens qui connaissent des situations fragiles pour des raisons pécuniaires, de santé, ou familiales.

- Durant la nouvelle mandature, je souhaite que la Maison du handicap fonctionne pleinement, que l'accès aux collèges du Val d'Oise, aux activités culturelles et sportives soit plus aisé pour les personnes en situation de handicap ;
- En concertation avec l'Etat, le Conseil régional, les communes et les structures privées, je souhaite qu'un Schéma

MAJ : 20 mars.

départemental d'accessibilité des espaces publics soit lancé ;

- Je souhaite également qu'un schéma départemental des établissements d'accueil des personnes âgées soit entrepris afin de favoriser le maintien à domicile, que les maladies dégénératives soient mieux prises en compte tant au niveau des patients que des familles dans leur ensemble ;

- Je souhaite que les dispositifs de création d'entreprises et d'accompagnement des PME et des PMI, point faible de notre politique industrielle qui nous conduit à un déficit de la balance commerciale dramatique, soient réexaminés. De plus, des microcrédits devront être instaurés pour les très petites entreprises, bien souvent, il faut le dire, les oubliées des politiques publiques.

- Enfin, le département du Val d'Oise adoptera le dispositif d'emplois tremplin mis en place par la région Ile-de-France.

Pas d'augmentation des taux d'imposition locaux :

Au sein de cet hémicycle ou au-delà, j'entends déjà les critiques formulées par certains. Toutes ces dépenses, c'est bien, mais cela coûte cher et vous allez augmenter nos impôts locaux.

Mon engagement, vous le connaissez : pas d'augmentation des taux d'imposition durant les trois années de la mandature. Il ne s'agit pas de rentrer dans le jeu parfois cynique du Gouvernement : je baisse les impôts d'Etat, je transfère de nouvelles compétences aux collectivités territoriales ou je diminue, au dernier moment et si possible sans concertation préalable, les crédits pour les contrats de financement, j'encadre davantage l'évolution des dotations aux collectivités pour mieux dénoncer ensuite la hausse des taux d'imposition locaux. Le problème est que les citoyens sont moins innocents qu'il n'y paraît. Même s'ils ne sont pas des experts des arcanes budgétaires et financières des nomenclatures comptables, les électrices et les électeurs comprennent très bien le jeu de dupes qui est ainsi mené par le Gouvernement.

Comme le rapportait un grand quotidien du soir en début de semaine, Nicolas Sarkozy aurait lâché il y a quelques mois à un président de conseil régional : « Moi, je diminue mes impôts sur le plan national pour devenir populaire et je vous obligerai à augmenter vos impôts en vous transférant des charges supplémentaires et vous deviendrez impopulaires ». Je laisse à chacun d'entre vous d'apprécier la teneur de ces propos qui, s'ils sont justes, sont édifiants à plus d'un titre...

De plus, dans le cadre de l'acte II de la décentralisation mis en place par la loi du 13 août 2004, au sein de l'Association des départements de France, qu'il s'agisse du transfert des personnels techniciens ouvriers et de services ou des transferts des routes nationales, je souhaite être pleinement associé aux travaux de la Commission consultative d'évaluation des charges relatifs aux compensations financières versées aux collectivités.

Concernant l'institution départementale, je souhaite au-delà des mesures d'ores et déjà rappelées précédemment :

- Créer un service « évaluation-qualité » du service public rendu aux usagers ;

- Instituer un véritable médiateur indépendant de toute appartenance politique ;

- Créer une « boîte à idées » accessible sur Internet pour que tout le monde puisse proposer de sa propre initiative une mesure de simplification administrative ;

- Renforcer l'accessibilité de tous les lieux publics aux personnes handicapées ;

A l'attention de tout le **personnel des services du Conseil général**, au-delà des choix politiques de chacune et de chacun, je suis sûr de pouvoir compter sur l'ensemble du personnel pour s'engager pleinement au service des Valdoisiens et des Valdoisiennes. Je profite de cette occasion pour louer leurs compétences et leur capacité d'expertise reconnues par tous nos interlocuteurs.

A cette fin, je rencontrerai, très prochainement, l'ensemble des organisations syndicales pour présenter de façon

MAJ : 20 mars.

plus détaillée nos orientations. Je sais que le changement est anxiogène par définition. Je ne souhaite pas bouleverser les méthodes de travail des uns et des autres, je ne souhaite pas rationaliser à tout prix par effet de mode managérial.

Je souhaite simplement que nos concitoyens disposent de davantage de services publics offerts par le Conseil général, que ces champs de compétences soient mieux compris par la population, que ses modes de fonctionnement soient mieux définis, que ces actions concrètes de terrain soient mieux perçues, plus simples d'accès sans paperasserie inutile, que l'information sur ce que fait le Conseil général soit simple et transparente.

Vous le voyez, le programme est ambitieux, la charge de travail qui nous attend au service des Valdoisiens et des Valdoisiennes est immense. Celles et ceux qui me connaissent savent que je suis, avec les membres de la nouvelle majorité, déterminé et serein. Ensemble, nous sommes prêts à relever tous ces défis.

Je finirai mon discours par là où je l'ai commencé. Ceux qui me connaissent bien le savent, je crois personnellement à la **tolérance**.

La tolérance non comme un ornement, mais comme la condition même de la démocratie. Quelles que soient vos convictions, vous pourrez attendre de ma présidence une attitude de courtoisie qui n'exclut pas la fermeté, une capacité d'écoute qui n'exclut pas la clarté des choix.

Je pense que **servir la démocratie**, c'est donner au discours son sérieux et sa dignité. Comme l'indiquait récemment un responsable socialiste, « les Français veulent le retour au sérieux ».

Servir la démocratie, c'est essayer de réhabiliter la réflexion, le respect des autres, la capacité de comprendre et la capacité d'expliquer.

Pour l'actuelle mandature, **mon souhait est simple et clair** : qu'à la fin de ces trois années, chacune et chacun perçoivent qu'un réel changement a été mis en place, que les actions menées par le Conseil général sont mieux perçues, que chacune et chacun puissent être fier(e) d'avoir voté pour le changement les 9 et 16 mars dernier.

Seul le discours prononcé fait foi.